

Cote du document: EB 2015/114/R.14/Rev.1
Point de l'ordre du jour: 6 c) iv)
Date: 22 avril 2015
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Rapport du Président

Proposition de prêt à la République islamique du Pakistan pour l'Initiative de transformation économique – Gilgit-Baltistan

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Hubert Boirard
Chargé de programme de pays
téléphone: +39 06 5459 2298
courriel: h.boirard@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre McGrenra
Chef du Bureau des organes
directeurs
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb_office@ifad.org

Conseil d'administration — Cent quatorzième session
Rome, 22-23 avril 2015

Pour: Approbation

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Carte de la zone du programme	iii
Résumé du financement	iv
Recommandation pour approbation	1
I. Contexte stratégique et justification	1
A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural	1
B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats	1
II. Description du programme	2
A. Zone d'intervention et groupe cible	2
B. Objectif de développement du programme	3
C. Composantes/résultats	3
III. Exécution du programme	4
A. Approche	4
B. Cadre organisationnel	5
C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs	6
D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance	6
E. Supervision	7
IV. Coût, financement et avantages du programme	7
A. Coût du programme	7
B. Financement du programme	8
C. Résumé des avantages et analyse économique	9
D. Durabilité	9
E. Identification et atténuation des risques	10
V. Considérations d'ordre institutionnel	10
A. Respect des politiques du FIDA	10
B. Alignement et harmonisation	11
C. Innovations et reproduction à plus grande échelle	11
D. Participation à l'élaboration des politiques	11
VI. Instruments et pouvoirs juridiques	12
VII. Recommandation	12
Annexe	
Negotiated financing agreement (Accord de financement négocié)	13
Appendice	
Logical framework (Cadre logique)	

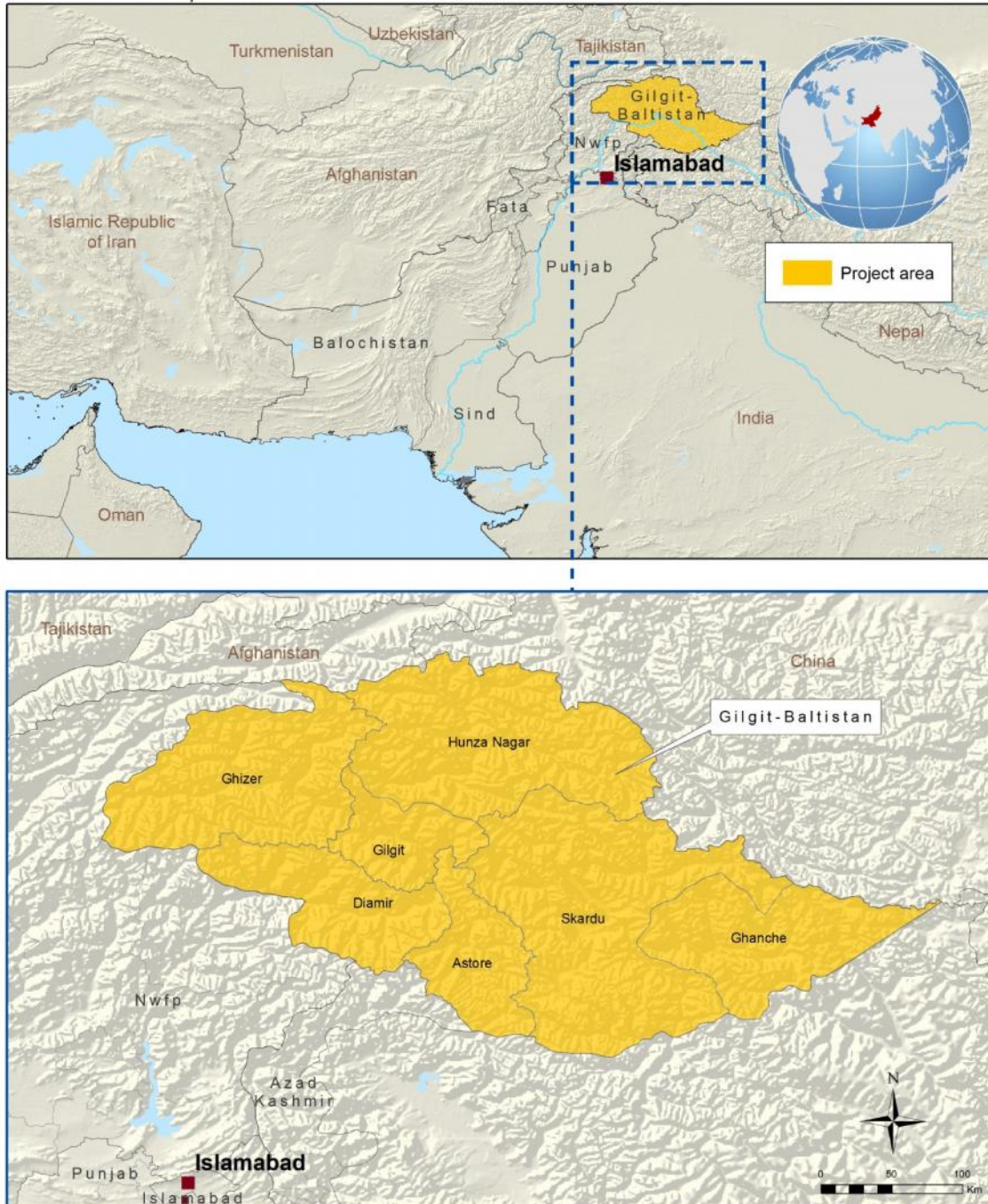
Sigles et acronymes

COSOP	Programme d'options stratégiques pour le pays
PTBA	Plan de travail et budget annuel
S&E	Suivi-évaluation
UCP	Unité de coordination du programme

Carte de la zone du programme

Islamic Republic of Pakistan Economic Transformation Initiative - Gilgit Baltistan

President's report



Source: FIDA; 10/03/2015

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

République islamique du Pakistan

L'Initiative de transformation économique – Gilgit-Baltistan

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Emprunteur:	République islamique du Pakistan
Organisme d'exécution:	Département de la planification et du développement du gouvernement provincial du Gilgit-Baltistan
Coût total du programme:	120,15 millions d'USD
Montant du prêt du FIDA:	48,55 millions de DTS (équivalent approximativement à 67 millions d'USD) ¹
Conditions du prêt du FIDA:	Conditions particulièrement favorables
Cofinanceur(s):	À déterminer
Montant du cofinancement:	22,98 millions d'USD
Conditions du cofinancement:	À déterminer
Contribution de l'emprunteur:	23,63 millions d'USD
Contribution des bénéficiaires:	6,54 millions d'USD
Institution chargée de la préévaluation:	FIDA
Institution coopérante:	FIDA
Financement rétroactif:	Pour les dépenses admissibles à hauteur d'un montant maximal de 0,5 million d'USD, encourues entre la date d'approbation par le Conseil d'administration et la date d'entrée en vigueur de l'accord de financement

¹ Dont une somme de 10 millions d'USD déduite, à la demande de la République islamique du Pakistan en la qualité d'emprunteur, du financement du Projet de réduction de la pauvreté dans le sud du Penjab (approuvé par le Conseil d'administration à sa cent unième session, document EB 2010/101/R.27/Rev.1). Le réengagement des fonds qu'il est proposé d'opérer est conforme aux règles et procédures approuvées par le Conseil d'administration dans le document "Révision des principes en vigueur au FIDA en matière d'annulation de prêts et/ou de dons" approuvé à sa cent onzième session (EB 2014/111/R.12/Rev.1).

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de prêt à la République islamique du Pakistan pour l'Initiative de transformation économique – Gilgit-Baltistan, telle qu'elle figure au paragraphe 43.

Proposition de prêt à la République islamique du Pakistan pour l'Initiative de transformation économique – Gilgit-Baltistan

I. Contexte stratégique et justification

A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural

1. Le Pakistan a une superficie totale de 769 095 kilomètres carrés. En 2013, sa population était estimée à 184 millions d'habitants², dont plus de 60% résidant en milieu rural. En 2014, le produit intérieur brut (PIB) nominal était évalué à 246,6 milliards d'USD, et le PIB par habitant à 1 275 USD³. Le secteur des services est celui qui pèse le plus lourd, puisqu'il contribue au PIB à hauteur de 53%, tandis que l'agriculture et l'industrie y contribuent à hauteur de 21% et 24% respectivement.
2. Le Pakistan est un pays relativement "jeune" dont plus de 55% de la population a moins de 25 ans, et plus de 35% un âge compris entre 25 et 54 ans. De fortes disparités entre hommes et femmes existent du fait de facteurs socioéconomiques, politiques et sanitaires, si bien que le Pakistan est classé au 141^e rang sur les 142 pays évalués par l'indice 2014 sur l'inégalité entre les sexes, établi par le Forum économique mondial. Le taux d'alphabétisation des adultes est égal à 56%, mais les écarts entre la population urbaine et la population rurale et entre les différentes régions sont énormes. Le taux de chômage s'élève à 6,7%⁴.
3. Au Pakistan, le seuil de pauvreté officiel est déterminé en fonction d'un seuil de calories et est défini comme le montant des dépenses alimentaires et non alimentaires mensuelles par personne qui garantissent une consommation alimentaire égale à 2 350 calories par adulte et par jour⁵. Un rapport fondé sur les résultats de l'enquête sur les revenus et les dépenses des ménages conduite en 2011 a estimé que l'incidence globale de la pauvreté était de 36,55%, avec un taux de pauvreté rurale égal à 37,08% et un taux de pauvreté urbaine à 35,49%⁶. La pauvreté dans les zones reculées et physiquement hostiles, comme le Gilgit-Baltistan, est essentiellement imputable à la petite taille des exploitations, aux difficultés rencontrées pour accéder aux marchés, au manque de crédit, d'intrants et de services d'appui, aux possibilités d'emploi limitées en dehors du secteur agricole, et à des contraintes en termes de politiques et d'institutions.

B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats

4. L'Initiative de transformation économique – Gilgit-Baltistan appuiera directement le deuxième document de stratégie pour la réduction de la pauvreté établi en 2010 par le gouvernement, qui place l'agriculture parmi les neuf domaines d'intervention essentiels et accorde une attention particulière à la finance rurale et au soutien de l'agriculture et des petits exploitants agricoles, des microentreprises et des petites

² Bureau des statistiques du Pakistan, 2013.

³ Rapport de l'Intelligence Unit de la revue *The Economist*, 2014.

⁴ Analyse économique du Pakistan, 2013-2014, Division des finances, Gouvernement pakistanais.

⁵ *Ibid.*

⁶ Haroon Jamal, Pakistan Poverty Statistics: Estimates for 2011, rapport de recherche n° 84.

activités commerciales, des infrastructures rurales, de la promotion de la femme et de l'éducation en tant que moyens efficaces de lutter contre la pauvreté.

5. L'initiative est également alignée sur le programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP) 2010-2015 du FIDA, dans lequel la zone du Gilgit-Baltistan est jugée prioritaire, car plus déshéritée et plus pauvre que d'autres, et compte tenu des bons résultats obtenus par le Projet de développement des régions du Nord financé par le FIDA s'agissant d'améliorer les moyens d'existence des pauvres difficiles à atteindre dans le Gilgit-Baltistan.

II. Description du programme

A. Zone d'intervention et groupe cible

6. Le Gilgit-Baltistan est une région reculée de haute montagne située dans le nord du Pakistan. Il couvre une superficie de 72 500 kilomètres carrés et compte une population de quelque 1,3 million de personnes. Une caractéristique distinctive de la région est que plus de 90% des habitants possèdent des terres agricoles, contre 52% dans le reste du pays. Mais la surface exploitée par personne est très faible, allant de 0,2 à 0,3 hectare. La petite taille des exploitations, la rudesse et la longueur de l'hiver, le caractère escarpé du terrain et diverses difficultés liées à l'environnement physique se traduisent par des niveaux de consommation inférieurs à la moyenne nationale. Le régime alimentaire des habitants est le moins diversifié du pays, et l'incidence du retard de croissance chez les enfants atteindrait le niveau préoccupant de 36%. Dans une enquête menée en 2014, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) évalue à seulement 26% le pourcentage de la population jouissant de la sécurité alimentaire, à 41% le pourcentage modérément exposé à l'insécurité alimentaire et à 32% le pourcentage fortement exposé à l'insécurité alimentaire. Le taux d'alphabétisation des adultes est faible (36%) et l'incidence de la pauvreté est égale à 29%, contre un taux national de 21%.
7. Plus de 90% des habitants de la région travaillent dans l'agriculture, et le secteur joue donc un rôle très important dans la croissance et la réduction de la pauvreté. Traditionnellement, l'abricot est, et reste, la denrée alimentaire la plus couramment produite dans la région. Afin de tirer parti des avantages liés aux saisons et à l'altitude, la région s'est tournée vers d'autres cultures de rente à forte valeur, telles que les fruits et les légumes. La pomme de terre est, après l'abricot, la culture la plus importante du point de vue de la surface cultivée et de la production.
8. Le groupe cible principal se composera de ménages de petits producteurs d'abricots et de pommes de terre possédant une exploitation de moins d'un hectare en moyenne. Les autres bénéficiaires seront des petits intervenants du secteur de la transformation, des coopératives de commercialisation et d'exportation, des opérateurs exerçant des activités qui apportent de la valeur ajoutée, des fournisseurs d'intrants et des transporteurs. La problématique hommes-femmes sera intégrée dans tous les aspects de l'initiative, et les jeunes et les femmes seront spécifiquement ciblés par les actions de développement des compétences relatives aux possibilités génératrices de revenus qui leur conviennent. Les points d'ancrage de l'initiative seront des groupements villageois de producteurs et des associations de commercialisation organisés. Pour organiser ces groupements et ces associations, l'initiative s'appuiera sur le capital social existant, fruit des organisations communautaires établies dans le cadre d'autres programmes exécutés dans la région depuis 1982. Quelque 100 000 ménages de petits exploitants, dont des femmes et des jeunes, bénéficieront directement des activités de développement des filières et de l'irrigation. De plus, une centaine d'entrepreneurs locaux recevront une aide pour élargir les services qu'ils offrent aux différents maillons des filières. Enfin, quelque 10 000 personnes bénéficieront indirectement de l'amélioration des routes rurales, de la vulgarisation, de la recherche et de divers autres investissements.

B. Objectif de développement du programme

9. L'objectif en matière de développement est d'améliorer les revenus agricoles et l'emploi à l'intention d'au moins 100 000 ménages ruraux de la région du Gilgit-Baltistan, dans le but plus général d'accroître les revenus et de faire reculer la pauvreté et la malnutrition dans la région.

C. Composantes/résultats

10. L'opération, d'une durée de sept ans, sera articulée autour de trois composantes interdépendantes: infrastructures productives; développement des filières; et gestion du programme et appui à l'élaboration des politiques. Ces composantes permettront d'obtenir cinq résultats essentiels: i) 100 000 ménages améliorent leur production, leur productivité et leurs ventes s'agissant des principaux produits agricoles; ii) une approche du développement durable impulsé par les communautés, qui soit favorable aux pauvres et tienne compte des problèmes spécifiques des jeunes, de la problématique hommes-femmes et de la question de la nutrition, est introduite; iii) des acteurs de l'agroalimentaire investissent dans la production locale, la transformation et l'ajout de valeur afin de stimuler la commercialisation des produits alimentaires locaux; iv) les services agricoles publics et privés sont durablement améliorés, et leur diffusion est élargie; et v) le gouvernement formule et met en œuvre des politiques agricoles favorables aux pauvres.
11. La composante relative aux infrastructures productives se subdivise en deux sous-composantes interdépendantes, qui s'appuieront sur des activités de mobilisation et de planification communautaires conduites dans les quatre districts les plus pauvres avec l'aide d'un partenaire chargé de la mobilisation sociale dont la sélection fera l'objet d'un processus compétitif. Il s'agit, premièrement, d'une sous-composante d'irrigation qui visera à reproduire à plus grande échelle l'approche expérimentée et testée de développement communautaire de l'irrigation, en accroissant de 20 000 hectares la surface irriguée et en attribuant en moyenne 0,4 hectare de terres irriguées à chaque ménage participant, y compris les ménages dirigés par une femme et les ménages sans terres. Ces ménages bénéficieront aussi d'une assistance pour la mise en valeur des terres. Deuxièmement, une sous-composante relative aux routes rurales permettra de relier les zones de production existantes et les nouvelles zones irriguées aux principales routes de vallée et aux grands axes. À cet effet, on améliorera 400 kilomètres de pistes muletières existantes pour les rendre praticables en véhicules tout-terrain et on améliorera des pistes actuellement praticables uniquement en véhicules tout-terrain de manière à y permettre l'accès de camions.
12. La composante de développement des filières reposera sur l'adoption d'une approche commerciale axée sur le marché permettant d'identifier les vallées prioritaires dans chacun des sept districts en fonction de critères tels que la population totale, le nombre de ménages pauvres, la production totale de cultures prioritaires, la superficie totale de production, la surface disponible pour le développement de l'irrigation et les besoins en routes rurales. À compter de la troisième année, la zone couverte pourra être étendue selon les progrès accomplis et les résultats obtenus. Dans une vallée donnée, les interventions démarreront dans les villages où il existe déjà des organisations communautaires qui peuvent être renforcées en groupements villageois de producteurs plus importants. Ces derniers serviront de point de départ à une expansion progressive dans tous les villages de la vallée et à la création d'associations de producteurs de vallée.
13. La composante facilitera l'établissement de liens entre ces associations, des acteurs du secteur privé et d'autres partenaires. Les contrats passés entre les associations et leurs acheteurs serviront de base aux plans d'activité des associations de producteurs et orienteront l'appui fourni par les organismes d'exécution de l'initiative. En particulier, par l'intermédiaire de son équipe d'assistance technique au

développement des filières, l'initiative aidera les associations de producteurs, les transformateurs et les prestataires de services connexes à élaborer des plans d'activité et des stratégies de commercialisation, à accroître les volumes de produits conformes aux normes de qualité convenues et à accéder à des capitaux à des fins de développement pour tirer pleinement parti de leurs produits. Quand il existera de bonnes raisons de le faire, les investissements seront complétés par des dons d'un fonds pour le développement des filières, octroyés dans le cadre d'un mécanisme de dons de contrepartie. L'initiative renforcera aussi les capacités des organismes de vulgarisation et de recherche publics afin qu'ils puissent assurer efficacement des services à l'intention des groupements villageois et des associations de producteurs de vallée. Enfin, sous les auspices de la composante, les pouvoirs publics seront épaulés pour formuler des politiques et des réglementations favorables aux pauvres, ayant trait à: l'établissement d'un cadastre et la délivrance de titres de propriété foncière; l'emploi et la gestion de l'eau destinée à l'irrigation; l'utilisation et l'entretien des routes; et la conception de modèles efficaces en matière de prestation de services de vulgarisation et de recherche.

14. La composante de gestion du programme et d'appui à l'élaboration des politiques permettra d'établir un système de gestion et de coordination efficace, dirigé par un comité de pilotage ayant à sa tête un Secrétaire général. On créera une unité de coordination du programme (UCP) qui fonctionnera comme une institution autonome sous l'autorité du comité de pilotage et qui sera chargée des tâches suivantes: planification et établissement des budgets du programme, coordination, suivi, passation des marchés, vérification annuelle des comptes et gestion du fonds pour le développement des filières. De plus, l'UCP épaulera les départements ministériels en ce qui concerne l'élaboration des politiques et leur mise en œuvre. Il appartiendra aussi à l'UCP de veiller à ce que les considérations relatives à l'égalité hommes-femmes, aux jeunes, à l'environnement, à la gestion des savoirs et à la communication soient prises en compte dans tous les aspects de la gestion et de l'exécution du programme.

III. Exécution du programme

A. Approche

15. L'initiative adoptera une approche fondée sur l'expansion de la surface cultivée, l'accroissement de la surface exploitée par chaque ménage et la modernisation des pratiques agricoles, contribuant ainsi à transformer l'économie rurale caractérisée par une agriculture de subsistance déficitaire en une production commerciale, source de surplus commercialisables, et une agriculture spécialisée à forte valeur qui réponde à la demande du marché et tire parti des avantages comparatifs de la région. S'agissant de la mise en valeur des ressources en terres et en eau, l'initiative adoptera une approche participative et centrée sur les communautés, cohérente avec les pratiques et les systèmes communautaires traditionnels existant dans le Gilgit-Baltistan. Dès qu'un périmètre sera choisi, conformément aux critères axés sur les résultats définis par l'initiative, le personnel du partenaire chargé de la mobilisation sociale et celui de l'organisme d'exécution associeront les communautés sélectionnées aux décisions relatives aux modalités et conditions qui les concernent; aux rôles et responsabilités de l'organisme d'exécution; aux titres fonciers; à la disponibilité des ressources en eau et aux droits y relatifs; à la répartition équitable des terres aménagées; à l'identification des bénéficiaires, notamment les ménages dirigés par une femme et les ménages sans terres; à la stratégie et au calendrier d'aménagement du périmètre irrigué, etc. Avant que les travaux de construction ne débutent, une association d'usagers de l'eau, représentative de l'ensemble des bénéficiaires, sera créée pour traiter avec l'organisme d'exécution, le partenaire chargé de la mobilisation sociale et, le cas échéant, le sous-traitant. L'initiative investira aussi dans la formation et l'équipement de 40 groupements de jeunes bâtisseurs pour aménager des périmètres irrigués, qui seront engagés par les communautés/sous-traitants pour réaliser les travaux de construction.

16. Pour compléter l'accroissement de la production, l'initiative appuiera l'adoption d'une approche globale et axée sur la demande du développement des filières (dans un premier temps, celles de l'abricot et de la pomme de terre puis, éventuellement, celles d'autres produits prometteurs). Les points d'ancrage de l'appui apporté au développement des filières seront les groupements d'agriculteurs organisés au niveau du village, les femmes et les jeunes faisant l'objet d'une attention particulière. L'organisation des petits exploitants en groupements de producteurs et la formulation de plans de développement de filières constitueront les principaux moyens de résoudre les problèmes en matière d'agrégation, de qualité et de commercialisation. Cette approche englobera l'éducation, le renforcement des capacités et la mise en réseau de l'ensemble des principales parties prenantes des filières et sera étayée par un contexte favorable en termes de politiques. Le pivot de cette approche sera un modèle de courtage de partenariats, dans lequel les producteurs et les agriculteurs, les services publics et les acteurs privés seront liés par des partenariats à responsabilités partagées. On attend de cette stratégie qu'elle contribue à renforcer les capacités et les réseaux propices à un accroissement durable de la production et des surplus commercialisables et, partant, à une amélioration des revenus et à une réduction de la pauvreté.
17. L'initiative incitera activement les groupements de productrices, existants et nouveaux, des vallées ciblées à veiller à la prise en compte des priorités des femmes dans le développement des filières, le développement de l'irrigation et le développement social. L'initiative encouragera vivement les femmes à entrer dans les groupements villageois de producteurs et y facilitera leur entrée et, de plus, établira 20 groupements de productrices. Par ailleurs, on recensera les secteurs d'activité adaptés aux femmes dans le contexte socioculturel local, notamment le calibrage, le conditionnement, le polissage et la transformation, et on formera les femmes à ce type de travaux. Les activités relatives aux filières qui intéressent particulièrement les femmes constitueront un autre domaine prioritaire, notamment les groupements de commercialisation du lait et la transformation des sous-produits de l'abricot. L'initiative introduira à l'intention des femmes des dispositifs/du matériel permettant d'économiser du temps de travail, afin de les aider à alléger leur charge de travail disproportionnée puisque c'est aux femmes qu'incombent la récolte, le décorticage après-récolte, la transformation, le séchage des produits, etc. Pour compléter les effets attendus de l'amélioration des infrastructures et de l'accroissement des revenus sur la nutrition, l'initiative proposera aussi aux ménages participants une formation nutritionnelle.

B. Cadre organisationnel

18. La Division des affaires économiques du Gouvernement pakistanais sera le principal organisme de coordination pour le financement du FIDA, mais ce sera le Département de la planification et du développement du gouvernement provincial du Gilgit-Baltistan qui sera l'organisme d'exécution chef de file et qui supervisera l'exécution par l'intermédiaire d'une UCP renforcée et autonome. L'initiative sera exécutée selon un modèle hybride dans lequel différentes composantes/activités seront mises en œuvre par divers organismes publics, organisations non gouvernementales (ONG) et prestataires de services du secteur privé, coordonnés par l'UCP.
19. Des unités de coordination sous-régionales seront créées dans chacune des trois régions, à savoir Gilgit, Diamer et Baltistan. Ces unités assureront en collaboration avec le partenaire chargé de la mobilisation sociale, l'équipe d'assistance technique au développement des filières et les départements ministériels concernés la planification, la coordination et le suivi des activités menées dans les vallées et les villages ciblés. Les principaux partenaires d'exécution seront les suivants: i) les partenaires chargés de la mobilisation sociale/ONG, sélectionnés dans le cadre d'un processus compétitif; ii) une équipe d'assistance technique au développement des filières; et iii) une série de partenaires du secteur privé: entrepreneurs locaux,

agents du secteur de la transformation et exportateurs d'abricots, entreprises et agents commerciaux acheteurs de pommes de terre semences et de pommes de terre de consommation, fournisseurs d'intrants, etc.; et iv) environ 220 groupements villageois de producteurs (dont 20 groupements féminins), 20 associations de producteurs de vallée et 4 ou 5 associations de producteurs régionales.

C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs

20. Le plan de travail et budget annuel (PTBA) constitue le principal document de planification de l'initiative. La structure du plan sera calquée sur le cadre logique et comportera notamment des indicateurs de suivi précis, susceptibles d'être facilement mesurés et notifiés. La responsabilité générale des activités de suivi-évaluation (S&E) incombera à l'UCP. Le système de planification et de S&E sera établi sous sa forme définitive et mis en service en collaboration avec tous les partenaires d'exécution, dans les six mois qui suivent le démarrage de l'initiative. Le système de planification et de S&E fera partie intégrante d'un système général d'information, de gestion des savoirs et de communication qui fournira en temps utile des informations exactes sur l'état d'avancement de l'exécution ainsi que des données qui faciliteront la prise des décisions relatives à la gestion. Une enquête de référence sera réalisée, de préférence avant le démarrage de l'opération et au plus tard avant la fin du troisième mois de son exécution, pour recueillir en fonction du cadre logique/Système de gestion des résultats et de l'impact (SYGRI) des données de départ liées aux effets et résultats attendus vis-à-vis des bénéficiaires. Autant que possible, on ventilera les indicateurs par sexe et par statut socioéconomique, afin de pouvoir évaluer correctement la mesure dans laquelle le programme vient en aide aux bénéficiaires ciblés.

D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

21. Une évaluation du système de gestion financière a été réalisée pour vérifier la conformité aux exigences du FIDA en matière de risque fiduciaire. On estime que ce risque, jugé élevé compte tenu de l'éloignement des zones concernées et des faibles capacités existant au niveau décentralisé, peut être ramené à un niveau intermédiaire par une série de mesures. Ces dernières consistent notamment à recruter des agents financiers qualifiés dans le cadre de contrats tenant compte de la performance, à présenter un rapport financier chaque trimestre, à effectuer les paiements en faveur des partenaires d'exécution au vu d'états de dépenses certifiés ayant fait l'objet de vérifications externe et interne, et à confier le suivi régulier conjoint des comptes de l'initiative à l'UCP, au FIDA, au gouvernement du Gilgit-Baltistan, dans les limites du domaine de compétence de chacun.
22. L'UCP sera chargée d'assurer la gestion financière du programme et de coordonner et rassembler tous les rapports financiers émanant des partenaires d'exécution. L'UCP tiendra une comptabilité complète conformément aux exigences du FIDA et aux normes comptables internationales.
23. La vérification externe annuelle des dépenses sera effectuée par le Vérificateur général du Pakistan, qui est chargé de réaliser l'audit de toutes les ressources publiques. Ces rapports de vérification des comptes seront mis à disposition dans les six mois qui suivent la clôture de l'exercice, conformément aux directives du FIDA en la matière.
24. Pendant les deux premières années d'exécution, les services de vérification interne des comptes seront assurés par un cabinet privé spécialisé, et les rapports seront communiqués à l'UCP, au FIDA et au gouvernement du Gilgit-Baltistan.
25. Budgétisation. L'UCP élaborera les PTBA en collaboration avec les organismes d'exécution. Les PTBA seront ensuite présentés au comité de pilotage du programme et au FIDA pour approbation.

26. Flux de fonds. Un compte spécial, assorti d'un sous-compte en roupies pakistanaises, sera ouvert à la Banque nationale du Pakistan pour recevoir le montant du prêt. L'UCP gèrera un compte de programme sur lequel elle recevra les fonds transférés depuis le compte auxiliaire pour couvrir ses besoins liés à la passation de marchés et à l'exécution. Les UCP et les organisations partenaires ouvriront des sous-comptes pour recevoir des fonds sur présentation des PTBA approuvés et d'états de dépenses périodiques et au titre du remboursement de dépenses. Tous les flux de fonds suivront les modalités des comptes d'avances temporaires.
27. Passation des marchés. L'UCP sera chargée de réaliser toutes les passations de marchés liées aux biens, aux travaux et aux services de consultants, et d'en rendre compte, conformément aux Directives du FIDA pour la passation des marchés relatifs aux projets et à son Manuel de passation des marchés (2010). La passation des marchés sera effectuée selon les plans approuvés par le FIDA. Des méthodes spécifiques, des dispositifs d'examen préalable, des estimations des coûts et du calendrier, et des mesures d'atténuation des risques seront définis dans la lettre à l'emprunteur et pris en compte dans le plan de passation de marchés. Le manuel d'exécution du programme précisera les procédures, les processus et les modalités de gestion en matière de passation de marchés.

E. Supervision

28. Le FIDA assurera directement la supervision du programme, en collaboration avec le gouvernement et les cofinanceurs. Le plan de supervision prévoira deux missions de supervision annuelles au cours des deux premières années. Des missions supplémentaires d'appui à l'exécution seront organisées par le bureau de pays du FIDA en fonction des besoins. La supervision et l'appui à l'exécution intéresseront:
 - i) le respect des obligations fiduciaires, en particulier dans les domaines suivants: dispositions juridiques, gestion financière, décaissement, passation des marchés et sous-traitance; ii) la performance de l'exécution, les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs, les investissements et les produits, la gouvernance et la gestion, le ciblage et la prise en compte de la problématique hommes-femmes; et iii) l'appui à l'exécution afin de formuler des orientations et de fournir une assistance. L'appui à l'exécution intégrera la perspective du programme de pays en introduisant une vision globale des investissements de développement, en influençant les politiques et les pratiques en fonction de l'expérience opérationnelle, en mettant en place des systèmes et des institutions pour la réduction de la pauvreté, en facilitant les partenariats financiers et les partenariats de mise en commun des savoirs et en générant des enseignements et des pratiques optimales.

IV. Coût, financement et avantages du programme

A. Coût du programme

29. Le coût total de l'initiative, y compris les provisions pour aléas financiers (16%) et pour aléas d'exécution (3%), est estimé à 120 millions d'USD. La composante en devises est estimée à 8 millions d'USD.

Tableau 1
Résumé des coûts des composantes

	(En milliers de roupies pakistanaises)					(En millions d'USD)				
	Monnaie locale	Devises	Total	%	%	Monnaie locale	Devises	Total	%	%
				en devises	des coûts de base				en devises	des coûts de base
A. Infrastructures productives										
1. Irrigation et aménagement des terres	4 112 473	434 811	4 547 284	10	44	40,12	4,24	44,36	10	44
2. Routes rurales	1 576 450	174 506	1 750 956	10	17	15,38	1,70	17,08	10	17
Sous-total infrastructures productives	5 688 923	609 317	6 298 241	10	61	55,50	5,94	61,45	10	61
B. Développement des filières										
1. Fonds pour le développement des filières	1 986 966	92 570	2 079 535	4	20	19,39	0,90	20,29	4	20
2. Mobilisation sociale	398 893	12 337	411 230	3	4	3,89	0,12	4,01	3	4
3. Vulgarisation agricole	210 673	7 580	218 253	3	2	2,06	0,07	2,13	3	2
4. Recherche agricole	262 382	13 415	275 797	5	3	2,56	0,13	2,69	5	3
5. Titres fonciers et cadastre	214 861	3 208	218 069	1	2	2,10	0,03	2,13	1	2
Sous-total développement des filières	3 073 774	129 110	3 202 884	4	31	29,99	1,26	31,25	4	31
C. Unité de coordination du programme	830 692	22 733	853 425	3	8	8,10	0,22	8,33	3	8
Total des COÛTS DE BASE	9 593 389	761 161	10 354 550	7	100	93,59	7,43	101,02	7	100
Aléas d'exécution	297 229	30 028	327 256	9	3	2,90	0,29	3,19	9	3
Aléas financiers	2 118 263	56 082	2 174 346	3	21	15,74	0,20	15,94	1	16
COÛT TOTAL DU PROJET	12 008 881	847 271	12 856 152	7	124	112,23	7,92	120,15	7	119

B. Financement du programme

30. Le coût total est estimé à 120 millions d'USD. Sur ce montant, le gouvernement fournira 24 millions d'USD (20%), qui couvriront les taxes, les salaires, les frais de fonctionnement et certaines autres dépenses. Le FIDA fournira à des conditions particulièrement favorables un financement équivalant à 67 millions d'USD, et les bénéficiaires contribueront à hauteur de 7 millions d'USD environ. Plusieurs donateurs ont indiqué qu'ils étaient intéressés par un cofinancement de l'initiative. Des négociations sont en cours pour combler le déficit restant, soit 23 millions d'USD.

Tableau 2
Coûts par catégorie de dépenses et par source de financement

Catégorie de dépenses	Prêt du FIDA		Autres cofinanceurs		Bénéficiaires		Emprunteur/Contrepartie		Total
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	
Dépenses d'investissement									
1. Travaux de génie civil	35,03	50,7	13,29	19,2	6,54	9,5	14,26	20,6	69,12
2. Matériel et matériaux	0,38	60,0	0,14	23,0	-	-	0,11	17,0	0,63
3. Formation	3,67	50,9	1,39	19,2	-	-	2,16	29,9	7,22
4. Véhicules	0,25	32,5	0,09	12,0	-	-	0,42	55,5	0,76
5. Dons et subventions	16,28	81,0	3,82	19,0	-	-	-	-	20,10
6. Consultants	0,19	52,0	0,08	23,0	-	-	0,09	25,0	0,36
7. Assistance technique	0,95	51,0	0,35	19,0	-	-	0,56	30,0	1,87
Total des dépenses d'investissement	56,76		19,17		6,54		17,60		100,06
Charges récurrentes									
8. Salaires et primes	6,51	51,0	2,43	19,0	-	-	3,83	30,0	12,77
9. Frais de fonctionnement	3,73	51,0	1,39	19,0	-	-	2,19	30,0	7,32
Total des charges récurrentes	10,25		3,82		-		6,03		20,09
Total	67,00	55,8	22,98	19,1	6,54	5,4	23,63	19,7	120,15

31. Financement rétroactif. Une dérogation aux Conditions générales du FIDA est prévue pour permettre le financement rétroactif de dépenses admissibles relatives à certaines activités, avant l'entrée en vigueur de l'accord de financement. Ces dépenses pourront être remboursées par le FIDA dès qu'il sera possible de décaisser le financement. Les activités et montants précis susceptibles de faire l'objet d'un financement rétroactif concerneront: des frais de fonctionnement limités; le coût du processus de recrutement et du matériel essentiel; les frais d'installation d'un

logiciel de comptabilité et d'élaboration d'un manuel financier; et les coûts de la réalisation des enquêtes de référence et du recrutement d'un prestataire de services de mobilisation sociale. Le montant du financement rétroactif sera déterminé au cours des négociations et ne dépassera pas 500 000 USD. Le Gouvernement pakistanais accepte de prendre les dispositions nécessaires pour prendre en charge initialement ce financement, et il sera remboursé de toutes les dépenses admissibles, au titre du financement fourni par le FIDA. La date de prise d'effet du dispositif de financement rétroactif sera la date de l'approbation du financement par le Conseil d'administration.

C. Résumé des avantages et analyse économique

32. Quelque 100 000 ménages de petits exploitants, ménages sans terres comptant parmi leurs membres des jeunes au chômage, et ménages dirigés par une femme bénéficieront directement des interventions de l'initiative. En outre, 10 000 autres petits exploitants, travailleurs journaliers, artisans, maçons, etc. tireront des avantages directs et indirects des interventions. Une centaine d'acteurs du secteur de la transformation, d'opérateurs apportant de la valeur ajoutée et autres prestataires de services appartenant aux filières feront aussi partie des bénéficiaires. Les principaux avantages découleront des réalisations ci-après:
- a) 20 000 hectares supplémentaires de terres nouvellement irriguées, qui accroîtront la surface irriguée locale de 30% environ;
 - b) L'amélioration de 400 kilomètres de routes, qui fera baisser les coûts de transport et permettra aux agriculteurs de transporter de plus grandes quantités de produits et d'en préserver la qualité;
 - c) L'injection d'une somme approximative de 25 millions d'USD dans l'économie rurale au moyen de la rémunération des travaux d'aménagement des systèmes d'irrigation, dont quelque 23 millions d'USD seront recouverts et réinvestis dans les mêmes villages à des fins de développement socioéconomique, outre l'emploi généré par les travaux d'amélioration des routes et les activités de transformation des produits alimentaires;
 - d) L'offre d'une série d'activités de renforcement des capacités et la mise en place d'installations locales de transformation, d'entreposage et d'ajout de valeur, à l'appui de 220 groupements villageois de producteurs;
 - e) Des améliorations durables et axées sur le marché des systèmes de production, de transformation et de commercialisation des semences de pomme de terre et des arbres fruitiers;
 - f) L'amélioration de la vulgarisation et de la recherche agricoles et le renforcement des capacités de la Direction de la gestion des ressources en eau et du Département des travaux publics, afin de rendre la prestation des services plus efficace, comme il convient à des organismes de niveau provincial; et
 - g) la formulation et la réforme de politiques dans les domaines critiques que sont la gestion de l'eau, l'utilisation et l'entretien des routes, l'établissement du cadastre et la délivrance de titres de propriété foncière, en vue de garantir une prestation de services plus satisfaisante, une meilleure gouvernance et la durabilité des réalisations.

D. Durabilité

33. La pérennité de l'initiative sera favorisée par la participation de groupements et organisations communautaires à toutes les activités; le perfectionnement de systèmes, pratiques et structures existant déjà dans la région; la génération d'économies d'échelle; l'investissement dans l'amélioration de l'accessibilité et la réduction des coûts de transaction particulièrement élevés qui prévalent dans cette région reculée; et la mise en place d'un socle commercial propice à la génération de

revenus par les collectivités locales à l'avenir. Les caractéristiques complémentaires visant à multiplier les chances de durabilité sont notamment: i) l'accent placé sur l'établissement de relations commerciales indépendantes gagnant-gagnant entre les producteurs et les acheteurs du secteur privé; ii) le développement d'activités locales privées de transformation et d'apport de valeur ajoutée qui créent de nouveaux débouchés pour la commercialisation des produits; et iii) la mise en place d'un environnement encore plus favorable par le biais d'un appui à l'établissement, au niveau local, de systèmes politiques et réglementaires.

E. Identification et atténuation des risques

34. La sécurité constitue un sujet de préoccupation majeur pour le programme de pays du FIDA au Pakistan. En proposant une action de développement ouverte à tous et de vaste portée qui profite aux communautés rurales de toute la région, l'initiative devrait aplanir les tensions ethniques, religieuses et tribales éventuelles. De plus, étant donné que la zone ciblée revêt une importance stratégique pour le couloir économique Pakistan-Chine et pour l'approvisionnement national en eau et en électricité, tant le gouvernement fédéral que le gouvernement provincial du Gilgit-Baltistan sont soucieux de maintenir la loi et l'ordre dans la zone grâce au déploiement d'un personnel de sécurité suffisant.
35. Étant donné que l'initiative est la plus importante opération de développement jamais exécutée dans le Gilgit-Baltistan, l'aptitude du gouvernement provincial, établi de relativement fraîche date, à mettre en œuvre une intervention de si grande envergure constitue une autre source de risques. La région n'a accédé que récemment au statut de province, et elle ne dispose peut-être pas encore des capacités institutionnelles du niveau requis pour être à même d'exécuter efficacement une vaste opération de développement. La conception a donc prévu le renforcement des capacités des services publics, l'offre de conditions d'emploi compétitives permettant de recruter le personnel clé de l'initiative dans le secteur privé et, pour l'exécution sur le terrain, la participation d'ONG expérimentées en qualité de prestataires de services.

V. Considérations d'ordre institutionnel

A. Respect des politiques du FIDA

36. L'initiative est cohérente avec le Cadre stratégique du FIDA 2011-2015. Les activités, les modalités d'exécution et le système de S&E ont été conçus conformément aux indications de la Politique du FIDA en matière de ciblage et en accord avec les approches définies dans le Cadre pour l'intégration des questions de parité hommes-femmes dans les opérations du Département gestion des programmes. L'initiative est cohérente avec la Stratégie du FIDA pour le secteur privé: développement et partenariat. La gestion et le fonctionnement du fonds pour le développement des filières qui est proposé sont alignés sur la politique et les outils de décision du FIDA en matière de finance rurale. L'évaluation environnementale approfondie qui a été réalisée a montré que l'initiative était cohérente à la fois avec la Stratégie du FIDA concernant le changement climatique et sa Politique de gestion des ressources naturelles et de l'environnement. L'évaluation a confirmé que les sources qui seraient exploitées à des fins d'irrigation n'étaient pas menacées et que les effets de l'utilisation supplémentaire d'eau étaient négligeables. Certaines projections scientifiques prévoient une accélération de la fonte des glaciers dans la chaîne de l'Himalaya, mais des études portant spécifiquement sur la région du Karakoram (où l'initiative est exécutée) indiquent que, par rapport à l'ouest de l'Himalaya, les glaciers s'étendent en raison de différents phénomènes climatiques. Sur le plan environnemental, l'initiative est classée dans la catégorie B.

B. Alignement et harmonisation

37. Le FIDA coordonnera étroitement ses activités avec celles des autres organisations de donateurs actives dans la zone à l'heure actuelle ou dans un passé récent, et cherchera aussi des possibilités de cofinancement auprès de sources telles que l'Italie, la United States Agency for International Development, l'Agence japonaise de coopération internationale et le Programme alimentaire mondial (PAM). La conception a déjà bénéficié des enseignements tirés des programmes passés et en cours d'exécution de ces organisations. En outre, le FIDA élabore en partenariat avec le PAM une cartographie des dangers dans la zone cible, ayant trait notamment à ses infrastructures de communication. La possibilité d'étendre le programme d'alimentation scolaire et le programme vivres contre travail du PAM à la zone cible de l'initiative est en cours d'examen avec le bureau de pays du PAM.

C. Innovations et reproduction à plus grande échelle

38. On s'efforcera d'introduire plusieurs aspects novateurs dans la zone cible:
- a) Des relations commerciales à responsabilités partagées entre le secteur privé/le secteur des entreprises et les groupements de petits agriculteurs qui contribuent à répondre aux préoccupations des acheteurs quant à la qualité et à la quantité des produits, et aux préoccupations des vendeurs relatives aux prix, à la prévisibilité des marchés et à la confiance.
 - b) Au lieu d'adopter l'approche traditionnelle préconisant une contribution communautaire à hauteur de 20%, l'initiative assumera la totalité des coûts de la construction des systèmes d'irrigation et de l'aménagement des terres, injectant ainsi quelque 30 millions d'USD dans l'économie rurale locale sous la forme de salaires. Il sera demandé aux ménages bénéficiaires de rembourser 50% de ces coûts, mais sur une période couvrant trois campagnes agricoles et sur un compte communautaire qui sera utilisé pour financer des infrastructures supplémentaires et des installations liées aux filières et pour répondre aux besoins en matière de développement social, comme prévu dans les plans de développement villageois approuvés.
 - c) La création d'un fonds pour le développement des filières, qui fonctionne sur le principe des dons de contrepartie et couvre toute la gamme des produits et l'ensemble de la région.
 - d) L'installation expérimentale le long des principaux cours d'eau de systèmes d'élévation d'eau présentant un bon rapport coût-efficacité, qui pourraient permettre d'intégrer des milliers d'hectares supplémentaires dans le système de production agricole.

D. Participation à l'élaboration des politiques

39. Un appui sera fourni au gouvernement pour la formulation de politiques liées au développement des filières et à des domaines prioritaires d'investissement. Il s'agit notamment des domaines suivants: colonisation des terres et délivrance de titres de propriété foncière, réglementation de l'eau destinée à l'irrigation, politique en matière d'utilisation et d'entretien des routes, certification des semences et des produits, et certification de la qualité. Le bureau de pays du FIDA à Islamabad encouragera des échanges enrichissants entre l'initiative proposée et les autres projets que le FIDA finance dans le pays et qui ont trait à ces domaines. En particulier, le Projet d'appui à la commercialisation des produits de l'élevage au Punjab, financé par le FIDA, adopte une approche de filière qui vise aussi à infléchir les politiques publiques, permettant ainsi au FIDA d'insuffler une vision favorable aux pauvres issue de la base dans les processus de concertation nationale sur les politiques relatives aux principaux domaines qui concourent à la réduction de la pauvreté rurale dans le pays.

VI. Instruments et pouvoirs juridiques

40. Un accord de financement entre la République islamique du Pakistan et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'emprunteur. Une copie de l'accord de financement négocié est jointe en annexe.
41. La République islamique du Pakistan est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
42. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

VII. Recommandation

43. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République islamique du Pakistan un prêt à des conditions particulièrement favorables d'un montant équivalant à quarante-huit millions cinq cent cinquante mille droits de tirage spéciaux (48 550 000 DTS), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Kanayo F. Nwanze

Negotiated financing agreement: "Economic Transformation Initiative - Gilgit-Baltistan Programme (ETI-GB)"

(Negotiations concluded on 16 April 2015)

Loan Number: _____

Programme Title: Economic Transformation Initiative - Gilgit-Baltistan Programme
(the "Programme")

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")

and the

Islamic Republic of Pakistan (the "Borrower")

(each a "Party" and both of them collectively the "Parties")

WHEREAS upon the Borrower's request, the Fund has agreed to provide financing to support the Programme;

NOW THEREFORE, the Parties hereby agree as follows:

Section A

1. The following documents collectively form this Agreement: this document, the Programme Description and Implementation Arrangements (Schedule 1) and the Allocation Table (Schedule 2).
2. The Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, as amended from time to time, (the "General Conditions"), are annexed to this Agreement, and all provisions thereof shall apply to this Agreement, except for the provisions identified in this Agreement. For the purposes of this Agreement the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein.
3. The Fund shall provide a Loan to the Borrower (the "Financing"), which the Borrower shall use to implement the Programme in accordance with the terms and conditions of this Agreement.

Section B

1. The amount of the Loan is forty-eight million five hundred and fifty thousand Special Drawing Rights (SDR 48 550 000).
2. The Loan is granted on highly concessional terms as defined in the General Conditions.
3. The Loan Service Payment Currency shall be the USD.
4. The first day of the applicable Fiscal Year shall be 1 July.
5. Principal and service charges shall be payable on each 1 July and 1 January with payments of principal commencing on 1 July 2025.
6. There shall be a designated account (the "Designated Account") in USD in the State Bank of Pakistan, and a Programme account (the "Programme Account") in Rupees in the National Bank of Pakistan to receive the financing for the exclusive use of the implementation of the Programme.

7. There shall be sub-designated accounts at the Regional Coordination Unit (as referred to in Schedule 1 to this Agreement) level in district-level branches of the National Bank of Pakistan – one in each of the three (3) regions of the Programme Area as referred to in Schedule 1 to this Agreement.

8. The Borrower shall provide counterpart financing for the Programme in the approximate amount of twenty-four million United States dollars (USD 24 000 000), a part of which shall finance the cost of taxes associated with the implementation of the Programme.

Section C

1. The Lead Programme Agency shall be the Planning and Development Department of the Provincial Government of Gilgit-Baltistan.

2. Programme Parties shall include, inter alia, beneficiaries and all the entities in relation to Programme implementation as referred to in Schedule 1 to this Agreement.

3. The Programme Completion Date shall be the seventh (7th) anniversary of the date of entry into force of this Agreement.

Section D

The Loan shall be administered and the Programme supervised by the Fund.

Section E

1. The following are designated as additional general conditions precedent to withdrawal:

- (i) the Programme Coordinator and the Finance Manager shall have been duly appointed/designated in accordance with this Agreement; and
- (ii) a draft Programme Implementation Manual (the "PIM"), as referred to in Schedule 1 to this Agreement, shall have been duly submitted and shall have received no objection from the Fund.

2. The following is designated as an additional ground for suspension of the right of the Borrower to request withdrawals:

A computerized accounting system, acceptable to the Fund, shall have been installed and operationalized at the Programme Coordination Unit (as referred to in Schedule 1 to this Agreement) within three (3) months of the date of the entry into force of this Agreement.

3. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the Borrower:

Secretary
Economic Affairs Division
Ministry of Finance, Revenue, Economic Affairs,
Statistics and Privatization
C Block, Pak Secretariat
Islamabad, Pakistan

For the Fund:

The President
International Fund for Agricultural Development
Via Paolo di Dono, 44
00142 Rome, Italy

This Agreement, dated [dd/mm/yyyy], has been prepared in the English language in two (2) original copies, one (1) for the Fund and one (1) for the Borrower.

ISLAMIC REPUBLIC OF PAKISTAN

[Authorized Representative]

INTERNATIONAL FUND FOR AGRICULTURAL DEVELOPMENT

Kanayo F. Nwanze
President

Schedule 1

Programme Description and Implementation Arrangements

I. Programme Description

1. Target Population. The primary target group of the Programme shall be smallholder farming households that have an average landholding of less than one (1) ha in Gilgit-Baltistan (the "GB") (the "Programme Area") and engaged in production of potato, apricot and other high value cash crops. Others shall include related small-scale processors, trading and export cooperatives, value adders, input suppliers and transporters. Gender shall be mainstreamed in all aspects of the Programme and youth and women shall be specifically targeted in skill development for income generation.

2. Goal. The overall goal of the Programme is to improve incomes and reduce poverty and malnutrition in rural areas of the Programme Area.

3. Objectives. The development objectives are increased agriculture incomes and employment for approximately one hundred thousand (100 000) smallholder rural households in the Programme Area, including in particular enhanced capacity for sustainable livelihoods through asset transfers; enhanced capacity for employment and productive self-employment; enhanced access to basic services; increased productivity and production of agriculture produce; and strengthened local capacity for agriculture and livestock service provision.

4. Components. The Programme shall consist of the following Components:

4.1. Component 1: Productive Infrastructure. Component 1 consists of two sub-components as follows:

4.1.1. Sub-component 1.1: Irrigation. This sub-component shall build on/scale up the tried and tested community-based irrigation development approach to add fifty thousand (50 000) acres of new irrigated land, resulting in provision of, on average, one (1) acre of irrigated land to each participating household including women headed households and landless. Participating households shall be assisted in early development of land.

4.1.2. Sub-component 1.2: Farm-to-Market roads. This sub-component shall link existing production areas and newly developed irrigated areas to main valley roads and trunk roads. This will be achieved by upgrading four hundred (400) km of existing pony tracks to a standard that allows use by all-terrain vehicles, and upgrading roads currently fit solely for all-terrain vehicles to a standard that allows for truck transportation.

4.2. Component 2: Value Chain Development. Component 2 shall be driven by a commercial and market-centred approach whereby the initiative will identify priority valleys in each of seven districts based on criteria that will include total population, number of poor households, total production of priority crop, total cropped area, area available for irrigation development and farm-to-market road needs. Coverage may be expanded from the third year depending on progress and results. Within a valley, interventions shall start with villages with existing community organizations that can be consolidated into larger village producer groups (the "VPGs"). These producer groups will provide the foundation for gradual expansion to all villages in the valley and the organization of valley producers' associations (the "VPAs").

Component 2 shall facilitate VPA engagement with private actors and other partners. Contracts between VPAs and their purchasing partners shall drive the business plans of producers' associations and the support from Programme implementing agencies. In particular, through its value chain technical assistance team, the initiative will assist producers' associations, processors and related service providers in developing business plans and marketing strategies, increasing product volume at an agreed quality standard, and accessing capital for development to realize the full potential of their products. Where justified, capital investments will be complemented by a value chain development fund using a matching grants mechanism. The initiative will also build the capacity of government extension and research agencies to effectively provide services to VPGs and VPAs. Finally, the component will assist the Government in formulating pro-poor policies and regulations for land records and titling, irrigation water usage and management, road operation and maintenance, and developing effective models for extension and research services.

4.3. Component 3: Programme Management and Policy Support. This Component shall put in place an effective management and coordination system and ensure the successful implementation of the Programme.

II. Implementation Arrangements

5. Lead Programme Agency. The Planning and Development Department (the "P&DD") of the Provincial Government of GB shall be the Lead Programme Agency and shall have overall responsibility for Programme implementation. A small ETI Support Cell shall be established within the Lead Programme Agency consisting of a Programme Officer and a Programme Assistant to follow up on all Programme related matters.

6. Economic Affairs Division (the "EAD"). The EAD, Ministry of Finance, Revenue, Economic Affairs, Statistics and Privatization of the Borrower shall be the main coordinating agency for the purposes of Loan administration.

7. Ministry of Kashmir Affairs and Gilgit-Baltistan (the "MoKA&GB"). The MoKA&GB shall be responsible for ensuring required federal level institutional support and adequate provision of financial resources to cover annual counter-part fund requirements of the Programme, and for overall progress monitoring of evaluation of the Programme implementation.

8. Programme Steering Committee (the "PSC"). Headed by the Chief Secretary, a PSC shall be established at the provincial level of GB to provide the overall policy and administrative support, coordination and direction to the Programme in accordance with this Agreement. The rest of the membership shall be drawn from, inter alia, core development and finance departments, implementing departments (Public Works Department and Department of Agriculture representing Agriculture Extension, Agriculture Research, and Water Management Directorate), the private sector, representatives of the Valley Farmers Associations, and Social Mobilization partners. The MoKA&GB shall be represented in the PSC by an officer at or above the rank of Joint Secretary.

9. Programme Coordination Unit (the "PCU"). A PCU shall be established and operate as an independent institution headed by a Programme Coordinator under the guidance of the steering committee, and shall be responsible for Programme planning and budgeting, coordination, monitoring, financial management, procurement and annual audits, as well as management of the value chain development fund. The PCU shall also assist government departments with policy development and implementation. The PCU shall ensure that gender, youth, environment, knowledge management and communication considerations are integrated into all aspects of Programme management and implementation. The Fund's no objection shall be received before the appointment or dismissal of the Programme Coordinator and other key Programme personnel.

10. Regional Coordination Units (the "RCUs"). Three (3) RCUs, headed by a Regional Coordinator, shall be established in Diامر (for Diامر and Astore), Skardu (for Skardu and Ghanche) and Gilgit (for Ghizer, Gilgit and Hunza). Each RCU shall be responsible for planning, coordination and implementation of activities in the target valleys and villages in close collaboration with the Social Mobilization Service Provider(s), implementing agencies and the Value Chain Technical Assistance Team.

11. Service providers/implementing partners. The main implementing partners in the Programme shall be (i) duly selected Social Mobilization Service Provider(s)/non-governmental organizations; (ii) the Value Chain Technical Assistance Team; (iii) Private Sector Partners including local entrepreneurs, down country corporate and commercial buyers; (iv) the Farmers/Producers Organizations; and (v) Public sector extension, research and infrastructure agencies.

12. Mid-Term Review. The EAD, the Lead Programme Agency, the MoKA&GB and the Fund shall jointly carry out a Mid-Term Review of Programme implementation no later than the end of Programme Year 3 based on terms of reference prepared by the Lead Programme Agency in consultation with the EAD and satisfactory to the Fund.

13. Programme Implementation Manual (the "PIM"). The Lead Programme Agency shall prepare a draft PIM acceptable to the Fund and submit the accepted version for approval to the PSC. When so approved, a copy of the PIM shall be provided by the Lead Programme Agency to the Fund. The PIM may be amended or otherwise modified from time to time only with the prior consent of the Fund. The PIM shall include, inter alia:

- (i) Qualifications, terms of reference and detailed implementation responsibilities of Programme Parties;
- (ii) Recruitment and appointment procedures for key Programme personnel;
- (iii) Criteria for the performance appraisal of the Programme personnel and adequate internal control system;
- (iv) Criteria for selection of Social Mobilization Service Providers/non-governmental organizations and Value Chain Technical Assistance Team;
- (v) Processes of Social Mobilization and formation of Valley Farmers Associations;
- (vi) Targeting and selection criteria for participating beneficiaries;
- (vii) Programme operational, financial and procurement procedures, including an accounting procedure for bookkeeping and reporting, implementation and monitoring procedures; and
- (viii) Financial management mechanism and flow of funds for all outputs and activities.

Schedule 2

Allocation Table

1. Allocation of Loan Proceeds. The Table below sets forth the Categories of Eligible Expenditures to be financed by the Loan and the allocation of the amounts of the Loan to each Category and the percentages of expenditures for items to be financed in each Category:

Category	Loan Amount Allocated (expressed in SDR)	Percentage of eligible expenditures to be financed net of taxes, co-financing and beneficiaries' contribution
I. Civil works	22 850 000	91%
II. Equipment and materials	400 000	89%
III. Grants and subsidies	10 620 000	100%
IV. Training and consultancies	3 140 000	63%
V. Salaries and allowances	4 250 000	63%
VI. Operating costs	2 430 000	80%
Unallocated	4 860 000	
TOTAL	48 550 000	

Category II "Equipment and materials" includes, inter alia, vehicles.

2. Retroactive financing. Notwithstanding the provisions of Section 4.08(a)(ii) of the General Conditions, an amount not exceeding five hundred thousand United States dollars (USD 500 000) to cover the costs incurred after the Fund's approval of the Financing and before the entry into force of this Agreement for the preparatory work for Programme implementation shall be pre-financed by the Borrower and reimbursed by the Financing after the entry into force of this Agreement and the satisfaction of conditions precedent to withdrawal.

Logical framework

Description	Indicators	MOV	Assumptions/Risks
<p>Goal: Improved incomes and reduced poverty and malnutrition in rural areas of Gilgit-Baltistan region</p> <p>Development Objective: Increased agricultural incomes and food security for at least 100,000 rural households in 7 districts of Gilgit-Baltistan on a sustainable basis</p>	<p>45,000 HHs decrease in population below poverty line</p> <p>10 % decrease in child malnutrition (under 5yrs old, chronic, acute-underweight and stunted)</p> <p>At least 100,000 households reached</p> <p>50% of target district HHs and value chain operators have increased their agriculture income by at least 25%</p> <p>25% increase in production and productivity of priority value chains</p> <p>35% increase in surplus marketed (potato and apricot)</p>	<p>PSLM surveys ETI Assessments against BISP Scorecard</p> <p>RIMS Survey (panel & control) WFP mapping of settlements and programme activity reports</p> <p>RIMS survey (panel)</p> <p>Producer Organizations sales records</p> <p>Annual Outcome Surveys</p>	<p>Political and social stability in the region and its environs New developed land equitably distributed including women and landless poor Climatic abnormalities and natural calamities remain within acceptable tolerance levels</p> <p>Higher production, combined with p nutritional education and improved road access, will make substantive dent in malnutrition rates</p> <p>Programme activities implemented as per phasing Govt and partners are able to timely predict and respond to natural disasters and localised hazards</p>
<p>Outcome 1: 100,000 farm households increase production, productivity and sales in prioritized agricultural commodities</p> <p>Outcome 2: Sustained and community-driven development approach established that is pro-poor and youth/gender- and nutrition-sensitive</p>	<p>50,000 households have expanded their agricultural land holding and 60,000 hhs increase sales to private-sector partners</p> <p>200 mixed and 20 female producer groups established 10% women among farmers trained provided land titling, and constituting PO decision-making bodies 50% funds recovered against estimated cost recovery for irrigation development 80% recovered funds invested in village</p>	<p>Farmer organizations records</p> <p>Programme activity records and PO records</p>	<p>Improved quality, quantity and reliability in supply to contracted private partners will improve farm returns Investments in local value addition and reductions in transaction costs for traders/processors/wholesalers Youth have preference for working in village if economic opportunities are same or better than in towns and cities offering low-skill employment</p>
<p>Outcome 3: Agri-business actors invest in local processing and value addition to <i>improve marketing of local food products</i></p> <p>Outcome 4: Govt and private agricultural services are sustainably improved/ expanded</p>	<p>220 contracts signed between FOs and private-sector buyers Value of new investments by private actors in agriculture enterprises A pilot tested under DFID funded Credit Guarantee Scheme with State Bank</p> <p>50 000 farmers served by agricultural services (inputs, advisory services)</p>	<p>Investment fund applications plus private investor balance sheets</p> <p>Client satisfaction surveys and DOA service delivery records</p>	<p>Sufficient quantity, quality and seedling reliability of agricultural products available to sustain PPPP</p> <p>All GB agricultural households will be able to access improved agricultural service provision, including women</p>
<p>Outcome 5: Government formulates and enforces pro-poor agricultural policies covering water, land titling, roads O&M and products and certification regime</p>	<p>Land Titling Regulation for ETI promulgated by end of year 1 Land Records/Titling cells established by end of year 1. Provincial Land Records and Titling Law promulgated by end of Programme Year 2 Land titles provided for newly irrigated lands, including for women-headed households and youth Seed and product certification system functional Provincial water policy and roads O&M policy formulated and implemented by end of year 3</p>	<p>Public land registry records, PO contracts and records with farmers</p>	<p>Farmers using/producing improved seeds are able to increase productivity and sales</p>